

Télégrammes : Courrier-Moulins

Téléphone : Moulins, 17

COURRIER DE L'ALLIER

Chèques postaux : Clermont-Ferrand N° 114-83

Pour la publicité régionale, s'adresser exclusivement à l'AGENCE HAVAS, 37, place d'Allier, MOULINS - Palais du Commerce, VICRY

BUREAUX : 13, RUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU, MOULINS

Pour la publicité extra-régionale, s'adresser à l'AGENCE HAVAS, 62, rue de Richelieu, PARIS, et dans toutes ses succursales

Le scandale Stavisky

M. Garat, député, maire de Bayonne, est arrêté

Bayonne, 7 janvier. — M. Joseph Garat, député, maire de Bayonne, s'est entendu inculper par le juge d'instruction de vol, de faux, usage de faux, détournements de pièces ou de deniers publics, d'escroquerie ou complicité, abus de confiance et recel.

Tandis que MM. Lapeyre, Fontaine et Bonny opèrent dans les locaux situés au troisième étage de l'immeuble, réservés aux services de la direction du journal, M. Ordonneau et le commissaire Barthelet procédaient dans ceux du premier étage, réservés à l'administration, à l'examen des pièces comptables et, entre autres, des documents ayant trait à la Société de publicité Sapiens, en liquidation depuis plusieurs mois.

M. Garat a choisi comme défenseurs M^{rs} Campinchi, avocat à la Cour de Paris, et M^{rs} Simonet, avocat au barreau de Bayonne, et premier adjoint de la ville.

L'opération prenait fin à 21 h. 30, et M. Dubarry, directeur de « La Volonté », qui avait assisté à celle effectuée dans les services du troisième étage, faisait à la presse cette déclaration :

« Je suis décidé à me défendre, et si cela devient nécessaire, j'accuserai à mon tour. »

Après plus d'une heure de recherches, rien d'intéressant pour l'enquête n'avait été remarqué, lorsque M. Lapeyre découvrit un document qui lui sembla nécessiter un interrogatoire de M. Dubarry. Cet interrogatoire dura une heure et demie et le greffier, M. Pichard, établit un procès-verbal de dix pages.

Paris, 7 janvier. — Un conseil de cabinet précédant la rentrée des Chambres, se tiendra demain.

La plus grande discrétion a été observée au sujet de cette déposition, les magistrats tenant à ce que leur collègue de Bayonne soit prévenu le premier des déclarations enregistrées.

LE CAS DALIMIER Paris, 7 janvier. — Un conseil de cabinet précédant la rentrée des Chambres, se tiendra demain.

Enfin, M. Ordonneau, juge d'instruction, a perquisitionné dans les bureaux de l'agence « Sois », 4, rue de la Michodière, organisme créé par M. Dubarry.

M. Dubarry s'explique Paris, 7 janvier. — M. Dubarry, directeur de « La Volonté », a été entendu à nouveau ce matin, au palais de justice, par M. Lapeyre, juge d'instruction, qui l'avait convoqué par téléphone hier soir à l'issue de la conférence tenue chez M. Pressard, procureur de la République.

M. Dubarry a expliqué que sa démarche avait eu lieu deux mois avant la publication des articles qui paraissent au mois de novembre 1932 : « Je suis allé voir le ministre, à ce dit, au mois de septembre précédent. Il a précisé encore que M. Darius n'avait pas réclamé d'argent à M. Garat, mais avait simplement mis comme condition le retrait de la plainte. »

UNE PERQUISITION AU JOURNAL « LA VOLONTÉ » Paris, 7 janvier. — Dans la soirée d'hier eut lieu, dans les bureaux du journal « La Volonté », 4, rue de la Michodière, une perquisition dirigée par M. Lapeyre, doyen des juges d'instruction, assisté de MM. Fontaine, substitut, chef de la section financière du parquet de la Seine ; Ordonneau, juge d'instruction ; Barthelet, commissaire, et Bonny, inspecteur principal à la Sûreté générale.

M. Garat avait, on l'a dit, déposé au parquet une plainte contre X... en atteinte au crédit public : cette plainte devait, trois semaines après, se terminer par un non-lieu, M. Garat s'étant désisté.

Les entretiens diplomatiques LES RESULTATS DU VOYAGE DE SIR JOHN SIMON A ROME

Radio-Luxembourg diffuse les sermons du R. P. Lhande interdits à Radio-Paris

Les entretiens diplomatiques D'après les dépêches de Rome, les entretiens de sir John Simon avec M. Mussolini auraient fait ressortir les points suivants :

Radio-Luxembourg diffuse les sermons du R. P. Lhande interdits à Radio-Paris Les causeries hebdomadaires du R. P. Lhande, qui avaient lieu à Radio-Paris, et que le ministre des P. T. T. vient d'interdire, seront diffusées désormais par le poste de Radio-Luxembourg (conquête d'ondes 1.190,5 mètres).

1^o Sir John Simon serait soucieux de ménager le sentiment français. Il ne s'opposerait pas néanmoins à un réarmement limité de l'Allemagne s'il était autorisé par la France.

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

2^o L'attribution française, du point de vue britannique, offrait une base de discussion pratique et conciliante.

3^o Le gouvernement anglais s'exprime assez favorablement à l'égard de la S. D. N. mais réserve que le principe fondamental de l'égalité de tous les Etats y fut respecté.

4^o La Conférence du désarmement, d'un intérêt plus immédiat, aurait la priorité sur le débat international pour la réforme de la S. D. N.

4^o Le directeur du mouvement général de fonds, M. de Bolsinger, directeur de la D. T. L. S. R. T. T.

5^o En raison de la similitude de nos thèses britannique et française, M. Mussolini a cru devoir différer la remise d'un memorandum italien sur les réformes à apporter à Genève.

5^o Rappelons que M. Fornier prend la direction générale du Comptoir d'Escompte de Paris et que M. de Bolsinger est l'actuel directeur du cabinet de M. Georges Bonnet.

6^o Ajoutons que la suggestion italienne d'ajournement de la réunion du bureau de la Conférence du désarmement le 21 janvier n'a pas été admise par sir John Simon, qui se trouva, exact au rendez-vous de Genève le 15 janvier, date fixée pour la réunion du Conseil de la Société des Nations.

6^o Près du fort de Vaux, dans une explosion découvre un important matériel abandonné par l'ennemi

7^o Le Quai d'Orsay sera mis au courant aussi bien des conversations qu'il ouvre que de celles qui viennent d'avoir lieu à Rome. Des précisions ont d'ailleurs déjà été fournies à M. Paul-Boncour par notre ambassadeur auprès du Quirinal, le comte Albert de Chambrun.

Verdun, 7 janvier. — Dans l'un des secteurs du champ de bataille de Verdun, près de l'étang de Vaux, on vient de découvrir intacte une magnifique sapin dont les ramifications nombreuses s'étendent sur plusieurs kilomètres et qui devait servir au ravitaillement des fortifications par les Allemands, en 1916. Dans la sève se trouvaient une grande quantité de fusils, de binocles, des masques à gaz intacts dans leurs boîtes, des casques, des boîtes de conserves, une énorme quantité d'outils, des bouteilles d'oxygène, des lance-flammes, des cordons Bickford, des plaques de cheikite et toutes sortes d'objets militaires. Ce souterrain paraît avoir été construit pour ravitailler le fort de Vaux et l'ouvrage de la Lauffée. On continue à l'explorer.

DERNIERE HEURE

Stavisky, sur le point d'être arrêté à Chamonix, se brûle la cervelle ; son état est désespéré

Les dettes de guerre LE PROBLEME EST SOULEVE AU CONGRES AMERICAIN

Le désarmement Rome soumettrait prochainement aux puissances de nouvelles propositions

Chamonix, 8 janvier, 17 heures 15. — Le service de la sûreté parisienne a retrouvé l'escroc Stavisky dans une villa louée à Chamonix par l'un de ses complices.

Washington, 8 janvier. — La question des dettes de guerre est brusquement revenue au premier plan de l'actualité, le président Roosevelt ayant recommandé au congrès de réajuster la dette de guerre de la Finlande, qui est la seule nation ayant assuré régulièrement le service de cette dette.

Rome, 8 janvier. — Dans les milieux bien informés on déclare que le gouvernement italien soumettra prochainement aux divers intéressés de nouvelles propositions relatives au désarmement.

Les policiers ont frappé à la porte de cette pièce ; n'obtenant aucune réponse, ils ont enfoncé la porte.

Cette concession, la première novation apportée au problème des dettes depuis le moratoire Hoover, donne lieu de penser que le problème va être abordé sous un nouvel angle, il semble, en effet, que les Etats-Unis se disposent à étudier en premier le cas des nations qui ont payé leurs dettes, soit versées des sommes comparables avec leur situation économique.

Plus il lui serait impossible de tenir le coup s'il voulait faire trop bien — et se dispenser de travail personnel.

PARQUISITIONS A PARIS Paris, 8 janvier. — La police judiciaire a perquisitionné ce matin à 9 heures 30 au siège de la Société de publicité Sapiens, filiale de la Société des Installations mécaniques agricoles fondée par Stavisky.

Berlin, 8 janvier. — On déclare dans les milieux politiques que l'ex-leader politique Torgler, acquitté par la Haute-Cour de Leipzig, à la suite du dramatique procès des incendiaires du Reichstag, sera incessamment interné pour une durée d'un an au camp de concentration d'Oranienburg, près de Berlin.

Paris, 8 janvier. — Dans l'Echo de Paris M. Marcel Hutin précise les noms de ceux qui seront proposés au conseil des ministres de demain pour succéder au général Dubail :

LA REPONSE ALLEMANDE Berlin, 8 janvier. — On apprend de source polie sérieuse que le gouvernement d'Empire renverra sa réponse à l'aide-mémoire français du 4^{er} janvier vendredi ou samedi prochain.

En Allemagne APRES LE PROCES DE L'INCENDIE DU REICHSTAG Le sort de Van der Lubbe et des quatre acquittés

La succession du général Dubail à la Grande chancellerie Paris, 8 janvier. — Dans l'Echo de Paris M. Marcel Hutin précise les noms de ceux qui seront proposés au conseil des ministres de demain pour succéder au général Dubail :

Le memorandum français LA REPONSE ALLEMANDE Berlin, 8 janvier. — On apprend de source polie sérieuse que le gouvernement d'Empire renverra sa réponse à l'aide-mémoire français du 4^{er} janvier vendredi ou samedi prochain.

Berlin, 8 janvier. — On déclare dans les milieux politiques que l'ex-leader politique Torgler, acquitté par la Haute-Cour de Leipzig, à la suite du dramatique procès des incendiaires du Reichstag, sera incessamment interné pour une durée d'un an au camp de concentration d'Oranienburg, près de Berlin.

Paris, 8 janvier. — Dans l'Echo de Paris M. Marcel Hutin précise les noms de ceux qui seront proposés au conseil des ministres de demain pour succéder au général Dubail :

Les conversations germano-polonaises Elles reprendraient incessamment

Les relations commerciales franco-britanniques UNE DEMARCHE DE LONDRES

MARCHÉ DE LA VILLETTE Paris, 9 janvier.

Paris, 8 janvier. — M. Lipski, ministre de Pologne, vient de rentrer à Berlin après un court séjour à Varsovie. Il a croisé les conversations germano-polonaises anglo-germaniques, il y a quelques semaines, dans le but d'améliorer les relations politiques et économiques entre les deux pays reprendront incessamment.

Londres, 8 janvier. — On affirme dans certains milieux politiques de Londres que, sans attendre le début des négociations commerciales franco-anglaises, le gouvernement de Londres envisagerait de faire des représentations auprès du gouvernement français en ce qui concerne certains tarifs dont l'augmentation récente frapperait, à son avis, de manière injuste, les exportateurs britanniques.

Catégorie Animaux livrés. 1^{re} 2^e 3^e qualité qualité qualité

Bourse de Commerce Paris, 9 janvier.

La catastrophe minière de Bohême Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

Un dollar. 16 28 16 40

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

Un livre sterling. 83 24 83 48

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

100 francs suisses. 494 50 494 65

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

100 pesetas. 210 125 210 25

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

100 bolgars. 354 75 355 25

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

134 65 134 10

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

LE SERVICE DES INFORMATIONS RADIODIFFUSEES PAR LE RESEAU DE L'ETAT

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

Paris, 7 janvier. — M. Jean Mistler, ministre des P. T. T., s'occupe actuellement de la réorganisation du service des informations dans les postes de T. S. F. du réseau de l'Etat. Il s'est entretenu, à ce sujet, avec le président du conseil et a conféré avec les chefs de service des stations « Radio Paris » et « Paris-P. T. T. »

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

Les informations parvenues, nous le verrons, sont brèves, et de caractère analytique ; nous aurons à nous occuper de ces matières ; mais M. Mistler a donné des instructions pour assurer à la diffusion des nouvelles un caractère d'absolue objectivité et de rapidité maximale.

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

Les informations parvenues, nous le verrons, sont brèves, et de caractère analytique ; nous aurons à nous occuper de ces matières ; mais M. Mistler a donné des instructions pour assurer à la diffusion des nouvelles un caractère d'absolue objectivité et de rapidité maximale.

Paris, 7 janvier. — M. Georges Bonnet, ministre des finances, soumettra incessamment à la signature du président de la République un décret nommant :

Prague, 8 janvier. — La police a arrêté l'ingénieur en chef Lysse, reconnu responsable de la catastrophe minière d'Osek.

LE SERVICE DES INFORMATIONS RADIODIFFUSEES PAR LE RESEAU DE L'ETAT

Intelligence pratique contre l'argent

En ce temps de crise où sont explorés tous les replis de la structure économique, l'on découvre qu'un investissement trop important de capitaux peut compromettre la réussite d'une entreprise et même entraîner sa ruine.

Dans une brochure ayant pour titre : La Vérité sur la richesse agricole, parue il y a dix ans et qui fit quelque bruit à l'époque, un ingénieur agronome très haut coté : M. Cazot, montrait quelles illusions l'on se faisait en certains milieux sur la richesse des campagnes. « L'agriculture n'est pas rentable comme l'industrie ou le commerce. »

Et d'établir ce parallèle : dans l'industrie, en période normale, un homme compétent peut créer de toutes pièces une usine et rétribuer les capitaux par des dividendes intéressants, tout en procédant à des amortissements plus ou moins rapides. Qui établirait une ferme dans des conditions dénuées, même en période très prospère, n'en retirerait qu'un revenu dérisoire.

Plus il lui serait impossible de tenir le coup s'il voulait faire trop bien — et se dispenser de travail personnel. Parmi les officiers généraux dont les noms ont été indiqués comme susceptibles de recueillir la succession du général Dubail, il faut retenir ceux des généraux Nilet et Guillaumet, tous deux anciens ministres de la guerre. On parla également du général Gouraud, gouverneur militaire de Paris.

Toutefois, d'après ce que j'ai cru pouvoir comprendre, la désignation du général Nilet serait plus particulièrement envisagée.

Observation. — Marché assez actif ; cours en baisse pour le gros bétail et les moutons ; cours en hausse pour les veaux et les porcs.

Et l'ingénieur on commence à juger que la prudence et l'ingéniosité sont nécessaires autant sur le plan industriel.

Dans un article intitulé Progrès et bon sens, paru en juillet dans l'Information sociale, l'ancien ouvrier mécanicien H. Dubreuil parle d'une entreprise de bijou qui a fait faillite pendant la période de vacances dans l'Est. Le propriétaire exploitant, jeune encore, avait enclos ses pâtures, creusé, aménagé des abreuvoirs, édifié des refuges en maçonnerie. Ayant fait les frais d'une installation électrique complète, il utilisait, entretenait son matériel avec compétence et intelligence. Travaillant seul, il entendait obtenir le maximum de bénéfices avec le minimum de peine.

Emile GUILLAUMIN

COURRIER DE L'ALLIER

PRIX DE L'ABONNEMENT : Moulins, Allier et limitrophes 1 an, 75 fr. ; 6 mois, 40 fr. ; 3 mois, 22 fr.